

PROJETS D'EXPLOITATION MINIERE À SCHEFFERVILLE : LE GOUVERNEMENT DE TERRE NEUVE ET DU LABRADOR SAPE LES DROITS DES INNU

MATIMEKUSH- LAC JOHN, Québec,
9 juin 2010



Par cette barricade, les membres de la communauté Matimekush-Lac John veulent faire comprendre aux gouvernements que le peuple *innu* doit avoir son mot à dire dans le développement minier du territoire

Les communautés *innu* de Matimekush-Lac John et d'Uashat mak Mani-Utenam, appuyées par les membres des communautés de l'Alliance stratégique *innu*, entreprennent des actions concrètes pour faire respecter leurs droits et pour faire comprendre au gouvernement qu'aucun développement de l'exploitation minière ne peut intervenir sur leur territoire sans le consentement préalable de leur peuple.

Ils envisagent un recours légal si leur consentement n'est pas accordé et insistent que celui-ci est exigé pour toute mesure de développement.

En outre, une lettre de réclamation a été envoyée le 21 mai 2010 par Burchells au gouvernement du Canada, aux gouvernements de Terre Neuve, du Labrador et à la compagnie Labrador Iron Mines Ltd.(LIM) pour exprimer l'opposition des *Innu* de Uashat mak –Maniu-Utenam et de la famille d'Agnès McKenzie au projet minier de LIM près de Schefferville et annoncer l'imminence d'un recours légal.

Les chefs des deux communautés ont réaffirmé la propriété *innu* sur les ressources naturelles de leur terre traditionnelle. « *Nous n'avons jamais cédé, abandonné ou renoncé à nos droits autochtones ni à notre titre de propriété autochtone. Par conséquent, le gouvernement a l'obligation constitutionnelle de nous consulter et de se conformer à nos droits et à nos intérêts* », ont affirmé les chefs de l'Alliance stratégique *innu* dans une déclaration conjointe.

Etant donné que le gouvernement ne protège pas les droits fondamentaux des *Innu*, les chefs de l'Alliance stratégique *innu*, Jean-Charles Piétacho (Ekuanitshit), Georges-Ernest Grégoire (Uashat mak Mani-Utenam), Réal McKenzie (Matimekush-Lac John) et George-C.S. Bâcon (Uamen Shipu) avec les membres de leur communauté, n'ont pas d'autre choix que de dresser une barricade pour assurer la protection de leurs droits. Celle-ci, qui s'édifiera vendredi 11 juin, est parfaitement légale car elle respecte les droits aborigènes et est en conformité avec le système juridique *innu* traditionnel existant. « *Nous sommes ouverts à un dialogue constructif avec le gouvernement et les compagnies pour autant que nos aspirations culturelles, économiques, sociales, spirituelles et environnementales soient respectées. Nous ne sommes pas contre toute forme de développement du territoire mais nous sommes contre tout*

développement entrepris sans notre consentement », ont souligné les chefs de l'Alliance stratégique *Innu*.

Contexte. Depuis des temps immémoriaux les *Innu*, semi-nomades, ont occupé la terre appelée Nitassinan – terre d'origine *Innu*. Les *Innu* de Matimerkucch-Lac John et de Uashat mak Mani-Utenam nomadisaient, librement, au nord du 50^{ème} parallèle.

En 1927, une frontière entre le Québec et le Labrador leur fut imposée par la couronne britannique, ce qui a créé une division artificielle de Nitassinan et constitué une non-reconnaissance des droits aborigènes aux conséquences de grande portée.

A Schefferville, les exploitations minières ont commencé dans les années 1950 quand le minerai de fer était très demandé. Pour le transporter à l'usine de traitement et aux cargos, la Compagnie de minerai de fer du Canada (Iron Ore Company of Canada, IOC) construisit une ligne de chemin de fer jusqu'à Schefferville avec des logements, un hôpital, des institutions permettant ainsi à 5.000 personnes de s'y installer dans les années 1960, 1970 et 1980. Néanmoins, en 1982, la Compagnie décida d'arrêter les opérations, « fermant la ville » de facto. En 1989, IOC détruisit près de 300 maisons, des bâtiments communaux et de loisir et l'hôpital. En tant que résidents de la ville les *Innu* de Matimekuch Lac John prirent en charge ce qui en restait. C'est grâce à eux que l'infrastructure de Schefferville, y compris l'aéroport et le chemin de fer vitaux pour les compagnies minières, sont toujours opérationnels.

L'alliance stratégique *Innu*. Elle rassemble les chefs des communautés de Ekuanitshit, Matimekush-Lac John, Pessamit, Uashat mak Mani-Utenam et Unamen Shipu. Elle représente environ 12.000 personnes, 70 % de la nation *Innu* vivant au Québec. Son mandat est de permettre à ses adhérents de défendre en coopération leurs droits, leurs intérêts communs et d'entreprendre des actions collectives à des fins économiques, politiques et judiciaires.

Pour plus d'informations écrire à Eric Cardinal : eric@cardinalcommunication.com

Traduction S. DREYFUS -GAMELON pour le GITPA